

# Sécurité des produits : des sanctions alourdies



© 2024 Les Echos Publishing

La réglementation européenne relative à la sécurité générale des produits a été modifiée par un règlement du 10 mai 2023 qui est venu notamment renforcer les obligations des fabricants et des importateurs en la matière et améliorer le dispositif concernant les rappels de produits (autres qu'alimentaires). Du coup, une loi a été récemment adoptée pour mettre la réglementation française en conformité avec le nouveau cadre européen.

À ce titre, cette loi durcit les sanctions encourues par les fabricants qui ne respecteraient pas les règles européennes en matière de sécurité générale des produits, notamment en cas de violation de leurs obligations de retrait ou de rappel d'un produit dangereux. Ainsi, une peine maximale de 5 ans d'emprisonnement et une amende pouvant aller jusqu'à 600 000 € seront désormais encourues, contre 2 ans et 300 000 € actuellement. Sachant que le montant de l'amende pourra être porté proportionnellement aux avantages tirés du délit ainsi commis à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel. Le fabricant sera également passible de peines complémentaires comme l'interdiction d'exercer l'activité professionnelle pendant 5 ans maximum.

**Précision** : ces nouvelles sanctions seront applicables à compter du 13 décembre 2024.

[Art. 2, loi n° 2024-364 du 22 avril 2024, JO du 23](#)

© 2024 Les Echos Publishing